

## Bloc-notes de L'Opinion

10 mai 2017

### Patrick Devedjian : « Un gouvernement d'union nationale est-il possible en France ? »

C'est un vieux rêve que Valéry Giscard d'Estaing avait voulu mettre en œuvre en 1974 en cherchant à rassembler « deux Français sur trois » et qui paraît souhaitable quand il faut faire des réformes difficiles et impopulaires ou quand les circonstances sont exceptionnelles comme avec « l'Union sacrée » au moment de la guerre 1914-1918. Un sondage récent affirme même que 78 % des Français en rêvent. D'autres pays ont employé cette méthode, avec des succès divers, ainsi l'Allemagne par un accord de « Grande coalition » entre la CDU et le SPD, tout en écartant les centristes libéraux du FDP, ou encore l'Italie en 2013.

En France il est plus difficile de rassembler car la Constitution organise la vie politique de manière binaire. La majorité s'incarne dans une personne seule et le scrutin législatif, désormais couplé à l'élection présidentielle, a pour vocation d'assurer au Président une majorité docile, sans oublier le droit de dissolution et l'article 49.3 de la Constitution. Emmanuel Macron a si bien pris la mesure de ce système, que non seulement il n'entend pas en changer mais qu'en outre il a prévu de légiférer par ordonnances, c'est-à-dire de manière bâclée, sans véritable débat et, dans les faits, en donnant tous les pouvoirs à une haute administration, solidement installée et faisant à peu près toujours la même politique ! A peine élus sur un projet ambitieux, les nouveaux députés seront appelés à s'occuper d'autres choses.

**Débauchages sans lendemains.** Les quelques tentatives françaises de coalition droite-gauche n'ont été que des débauchages sans lendemains politiques, quelque que soit l'habillage qui leur ont été données, et les personnalités qui se sont engagées dans ces aventures en ont, par la suite, payé le prix politique sans que leur passage n'ait fait avancer quoi que ce soit de différent.

**Macron ignore « ces autres » :**

***les conservateurs et les révolutionnaires, les catégories populaires et les réactionnaires, les peureux, les déçus de l'Europe, les laissés pour compte de la mondialisation***

Emmanuel Macron s'inscrit donc dans cette habileté quand il déclare : « Je suis de droite et de gauche ». Mais quand il dit le soir de son élection : « je rassemblerai et réconcilierai car je veux l'unité de notre peuple et de notre pays », il n'a pas un seul mot d'empathie pour les 43 % de ses électeurs qui n'ont voté pour lui que pour faire barrage à Marine Le Pen (enquête Ipsos in *Le Monde* daté du 9 mai 2017). Il démontre immédiatement que ce rassemblement ne peut se faire qu'en se ralliant sans condition à sa ligne sociale-libérale. **Malgré ses 66 % et seul recours face au Front national**, il ne rassemble que deux Français sur trois, alors que Jacques Chirac en rassemblait quatre sur cinq en 2002. Il ignore « ces autres » : les conservateurs et les révolutionnaires, les catégories populaires et les réactionnaires, les peureux, les déçus de l'Europe, les laissés pour compte de la mondialisation. Toute cette population qui a besoin d'être accompagnée, confortée, soutenue par la politique et qui demande une proximité permanente que seuls les élus peuvent lui apporter, alors qu'une centralisation continue et renforcée les soumet de plus à une bureaucratie anonyme destructrice du lien social.

Le nouveau Président ne veut d'ailleurs pas créer une coalition de la droite et de la gauche, il veut dépasser ce clivage historique en fondant un nouveau parti qui l'ignore et sa majorité devra se

rassembler dans un seul et même groupe parlementaire. On comprend qu'il faille l'écartier rapidement des textes délicats ! Le choix du Premier ministre qui a vocation à la transcendance républicaine devient alors crucial.

**Alternance démocratique.** Or la démocratie, c'est d'abord la possibilité d'une alternance démocratique, et c'est pourquoi la « droite » et la « gauche » sont indispensables. Elles sont les deux faces de la même République, les deux rives du même fleuve, l'équilibre instable qui se joue en permanence entre la liberté et l'égalité, le mérite et la solidarité, l'enracinement et l'ouverture à l'autre. Si le rassemblement au centre, malgré toutes ces personnes intelligentes, ne réussissait pas ; s'il arrivait qu'il ne contente pas longtemps une majorité, la seule alternative, la seule opposition, risque alors d'être celle des extrêmes. « Qui veut faire l'ange fait la bête », disait Pascal.

On l'a vu avec la « troisième force » sous la IV<sup>ème</sup> République : elle a fini en catastrophe, laissant les communistes et l'extrême droite comme seules oppositions. **S'il n'y avait pas eu le général de Gaulle, c'eût été le chaos !** Mais on ne peut se fier à un homme providentiel pour faire fonctionner durablement la démocratie. Elle est un système pluriel, de poids et de contrepoids, qui fonctionne par la négociation, la discussion, le compromis, de nature horizontale et non pas par la concentration des pouvoirs et sa mise en œuvre verticale et hiérarchique.

***Rien n'est plus dangereux que les gouvernements qui croient appartenir à l'élite et veulent gouverner sans le peuple***

La droite et la gauche sont également, et chacune à la fois, réformistes et conservatrices. A ceux qui disent que la droite est réactionnaire, je veux rappeler que c'est elle qui a permis le vote des femmes, la Sécurité sociale, la décolonisation, la libéralisation du divorce, le droit à la contraception, l'interruption volontaire de grossesse, le vote à 18 ans, la première loi sur la bioéthique...

La droite et la gauche ont pour mission d'entraîner, chacune dans leur électorat, la partie la plus craintive ou la plus conservatrice, afin de moderniser le pays. Rien n'est plus dangereux que les gouvernements qui croient appartenir à l'élite et veulent gouverner sans le peuple : ils provoquent cette « fracture sociale » si justement dénoncée par Jacques Chirac dès 1995, ce refus populaire de l'Europe en 2005 qui nous a fait tant de mal et aujourd'hui **La France insoumise de Jean-Luc Mélenchon** ou l'électorat exaspéré de Marine Le Pen. Toutes ces personnes demandent des réponses et des actes forts, par la droite et par la gauche, même si elles ont été défailtantes toutes les deux. Il ne suffira pas de faire appel à des têtes nouvelles et plus jeunes pour surmonter cet obstacle important au redressement de notre pays. La politique, c'est être à la fois porte-parole du peuple et son pédagogue.